

FRE-NEWS

Bulletin d'actualité de la Fédération romande pour l'énergie (FRE)

N° 79 – le 25 janvier 2010

* * *

Le marché du nucléaire civil en ébullition

Les Coréens arrivent

Avec le contrat de 20 milliards de dollars remporté à Abu Dhabi, le groupe Kepco signe sa première référence à l'export dans le secteur nucléaire. Forts de cet avantage compétitif, l'électricien public coréen et ses partenaires entendent bien poursuivre sur leur lancée.

Le clan très fermé des pays capables de vendre des centrales nucléaires compte désormais un membre de plus, la Corée du Sud. Et elle a frappé fort d'entrée de jeu. Tout auréolés du contrat de 20 milliards de dollars pour la construction de quatre centrales aux Emirats Arabes Unis, Kepco et ses partenaires ont battu sur le fil les deux champions planétaires de l'atome civil: la France, regroupée autour d'Areva, et le couple américano-japonais General Electric-Hitachi.

Mieux, cette victoire intervient dans le premier pays arabe du Golfe à passer à l'atome, avec la possibilité de construire plusieurs réacteurs supplémentaires. De quoi donner à réfléchir à ses voisins, nombreux à vouloir, eux aussi, s'affranchir des hydrocarbures pour leur consommation d'électricité. Cerise sur le gâteau, «Séoul signe là son plus gros contrat à l'export depuis 1945», s'est félicité la présidence. Associée à deux autres poids lourds du secteur énergétique, Westinghouse et sa maison mère Toshiba, la filière nucléaire du pays apparaît donc en ordre de marche pour enrichir son tableau de chasse.

Selon Janice Dunn Lee, directeur général adjoint de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE, une cinquantaine de pays dans le monde envisagent de se doter de nouvelles installations nucléaires. «Même si tous ne passent pas à l'acte, a-t-elle expliqué à Dow Jones, on pourrait compter plus de mille centrales en 2050, contre 440 aujourd'hui».

Pour confirmer ses ambitions, Kepco a d'ores et déjà fait savoir qu'il ambitionnait la construction de dix autres réacteurs, notamment en Jordanie, en Turquie et en Chine. «Les industriels coréens ne vont pas en rester là», confirme Lee Jin Woo, l'un des responsables du fonds KTP basé à Séoul, cité par Bloomberg. Pas étonnant, dans ces conditions, que la Bourse de Séoul ait salué la nouvelle par des bonds de plus de 10% des titres de ses champions industriels, à l'inverse de celle de Paris, qui a sanctionné Areva par un recul de près de 2%.

A l'heure du renouveau de l'atome, la concurrence va devoir trouver la parade à ce qui semble constituer l'un des avantages clé de Kepco: sa compétitivité. Selon Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, les Coréens l'ont emporté à Abu Dhabi parce qu'ils ont garanti un prix de l'électricité

produite inférieur à celui d'Areva. Sa recette? Une armée de 20'000 spécialistes qui assurent la gestion des vingt centrales nucléaires du pays, auxquelles viendront s'ajouter une douzaine d'autres ouvrages au cours des vingt prochaines années

A 93,3 %, le taux de disponibilité du parc coréen doit faire pâlir d'envie EDF. «Avec une telle base, nous sommes capables de construire des réacteurs plus vite que nos concurrents», affirme Kepco, cité par Dow Jones. A l'en croire, la Corée du Sud a mis en service ses derniers ouvrages en 52 mois, alors qu'il en faut 57 aux Etats-Unis et 60 en France.

* * *

A propos

Les solutions occultées de Copenhague

La grande messe de Copenhague – on avait fait sonner les cloches de nos églises à la veille du sommet – n'a donc pas accouché du salut de la planète que le monde attendait. Or il fallait un accord, à tout prix. Un accord en vertu duquel la hausse de température terrestre moyenne ne devait pas excéder 2 degrés centigrade au cours de ce siècle.

Une fois l'échec de la conférence consommé, les médias occidentaux, avec une touchante et militante unanimité, se sont lancés à la chasse aux boucs émissaires. En tête du tableau figurent les Chinois, qui émettent pourtant cinq à dix fois moins de CO₂ par personne que nos pays industriels. Ils ont eu le front de refuser de souscrire à un projet de gouvernance supranationale qui allait dicter ce que les uns et les autres seraient autorisés à faire et, surtout, à ne pas faire.

Plutôt que de se répandre en récriminations à l'endroit des nations qui refusent de végéter dans le sous-développement, les pays industriels avancés pourraient mettre en œuvre sans délai, individuellement et collectivement, un ensemble de mesures industrielles et technologiques susceptibles de réduire rapidement, et dans des proportions considérables, les émissions de gaz à effet de serre.

Rappel: les agents fossiles couvrent près de 80% des besoins mondiaux en énergie. Les transports routiers, le chauffage des locaux et la production d'électricité sont les principales sources de CO₂ d'origine humaine. C'est donc dans ces trois domaines qu'il faut agir: en multipliant les pompes à chaleur dans le bâtiment, en accélérant l'avènement des voitures électriques et, surtout, en engageant à l'échelle mondiale un formidable programme de développement nucléaire et hydraulique qui prendrait le relais des centrales électriques à charbon, à gaz et à mazout.

La mise en œuvre d'un tel programme permettrait de ramener la part des fossiles dans les approvisionnements énergétiques à moins de 30% d'ici à 2050 au plus tard. Et la communauté internationale dispose des moyens technologiques et financiers pour y parvenir. L'équivalent des sommes injectées dans le récent sauvetage du système bancaire international y suffirait largement.

Ces propositions, en toute logique, auraient dû être débattues au sommet de Copenhague. Elles n'y figuraient pas, et n'ont pratiquement pas de chance d'émerger au prochain sommet climatique de Mexico. Pourquoi? Parce que les milieux qui tirent les ficelles des grandes campagnes sur le climat sont les mêmes qui s'opposent aux seules formes d'énergie - hydraulique et nucléaire - susceptibles de se substituer aux agents fossiles dans des proportions significatives.

Un exemple? Voyez la Suisse! Les grandes organisations écologistes y ont lancé jusqu'ici sept initiatives populaires contre le nucléaire. Mais pas la moindre initiative visant à restreindre la part des agents fossiles, qui couvrent pourtant les trois quarts de nos besoins énergétiques en émettant près d'un million de tonnes de CO₂ par semaine.

Je reste sidéré par le manque de curiosité que suscite cette aveuglante contradiction auprès des dirigeants politiques et des médias.

(Ce commentaire de Jean-Pierre Bommer est paru dans *24 Heures* du 7 janvier 2010)

Les prévisions d'Exxon Mobil pour 2030

30% de CO₂ en plus

Toujours attendues avec le plus grand intérêt, les *Perspectives* annuelles du groupe pétrolier Exxon Mobil ne permettent pas de rêver. Malgré l'émergence des sources renouvelables et un redémarrage du nucléaire, la demande énergétique mondiale, en 2030, reposera toujours à hauteur de 80% sur les agents fossiles. D'ici là, les émissions de CO₂ augmenteront de 30%.

Le rapport «*Outlook for Energy: A View to 2030*» d'Exxon Mobil repose sur une analyse détaillée des conditions économiques, politique et technologique d'une centaine de pays consommateurs. Premier constat de l'édition 2009: la hausse moyenne de la demande mondiale en énergie devrait croître de 1,2 % par an entre 2005 et 2030, même si l'on considère qu'il y aura des gains significatifs en termes d'efficacité énergétique.

Autrement dit, la consommation augmentera globalement de 35%, passant de l'équivalent de 229 millions de barils de pétrole par jour en 2005 à 310 millions de barils 2030. Ces prévisions ont légèrement baissé par rapport à celles de 2007, lesquelles projetaient un taux de croissance annuel moyen de 1,3 %. Cette diminution reflète notamment les effets d'une efficacité énergétique accrue.

Le pétrole, le gaz et le charbon continueront de couvrir l'essentiel des besoins en énergie, répondant à près de 80% de la demande jusqu'en 2030, en raison de leur abondance et disponibilité. L'énergie nucléaire va progresser à mesure que l'accent sera mis sur les sources à basse teneur en carbone. Le nouveau renouvelable (éolien, solaire, biocarburants) progressera également, mais sa contribution globale restera négligeable.

L'électricité connaîtra la croissance la plus forte au cours des vingt prochaines années. En Chine, la production devrait doubler d'ici à 2030, dépassant celle des Etats-Unis de plus d'un tiers. Malgré une percée du nucléaire, l'essentiel de cette croissance chinoise continuera toutefois de s'appuyer sur des centrales à charbon.

Les transports, qui absorbent plus de la moitié des besoins en pétrole, sont également appelés à croître de manière considérable sous la poussée des pays émergents et du trafic automobile qui connaît un développement accéléré dans ces mêmes pays. Cette évolution entraînera logiquement une hausse sensible des rejets de gaz à effet de serre. Entre 2005 et 2030, les émissions de CO₂ anthropogènes augmenteront de 30%.

* * *

Votre agenda

Où en est la recherche sur **la fusion thermonucléaire**? Réponse le 4 février 2010, 16h30, à l'EPFL (salle CE 6). Directeur adjoint du projet expérimental ITER, **Norbert Holtkamp** évoquera l'état du projet et les perspectives de développement de cette technologie du futur. A ne pas manquer! Infos et inscriptions: Forum nucléaire suisse, tél. 031/560 36 50, info@forumnucleaire.ch.

Nos informations sont développées sur le site www.frenergie.ch

Rédaction: Jean-Pierre Bommer

Sources: OCDE, *Le Monde*, *Der Spiegel*, FRE